



Croissance verte : implications pour la planification du développement

À propos de ce guide

- L'Alliance pour le Climat et le Développement (Climate and Development Knowledge Network, CDKN) a pour but d'aider les décideurs des pays en développement à concevoir et à mener un développement compatible avec le climat. Ceux qui forment le principal public de CDKN – les planificateurs et décideurs nationaux des pays en développement – doivent relever le défi qui consiste à incorporer la « croissance verte » dans un processus rigoureux de planification des politiques générales.
- Ce guide de CDKN a pour but d'aider les planificateurs et décideurs nationaux dans le cadre du processus de planification axée sur la croissance verte en se concentrant sur le rôle clé de l'économie et des outils économiques.

En 2008, les dirigeants ont commencé à revoir leurs stratégies de croissance et de développement du fait du double défi de la crise économique mondiale et de la dégradation environnementale croissante. Les décideurs et les planificateurs économiques sont constamment en quête de nouvelles manières de stimuler la croissance ; la place de plus en plus grande occupée par les problèmes environnementaux – et en particulier les changements climatiques – à l'ordre du jour mondial pourrait constituer une opportunité. La « croissance verte » pourrait favoriser le développement économique tout en permettant de faire face aux changements climatiques et à la perte de ressources et de capital naturels, et de se pencher sur les objectifs sociaux ou de développement.

Peut-être plus que la planification économique classique, la planification de la croissance verte doit être un processus itératif qui s'adapte aux changements locaux au fil du temps et cherche à satisfaire les besoins des parties prenantes nationales et locales. Il est rare que le processus de planification paraisse simple aux planificateurs ; ces derniers se basent sur les principes et outils économiques pour éclairer le processus. Or, parfois, les outils et méthodes conventionnels ne permettent pas d'appréhender correctement les dimensions environnementale et sociale ou ne vont pas au-delà des indicateurs économiques. De nouveaux outils et méthodes ont fait leur apparition et ceux qui existaient déjà ont évolué. Cependant, l'incorporation des contributions des parties prenantes dans ces outils et leur utilisation en vue de l'obtention de l'adhésion des parties prenantes continuent de constituer des défis importants.

Une vision pour la croissance verte

Tout plan stratégique complet de développement économique – que ce soit au niveau régional, national, municipal ou organisationnel – devrait couvrir les défis économiques, sociaux et environnementaux. Cependant, encore récemment, la plupart des pays se concentraient trop sur le développement économique et ne mettaient pas suffisamment l'accent sur les défis environnementaux. L'appel à la « croissance verte » est, d'un côté, un appel à un recentrage sur les défis environnementaux et sociaux et, de l'autre, une prise de conscience du fait que les objectifs environnementaux et économiques ne sont pas mutuellement exclusifs ou contradictoires.

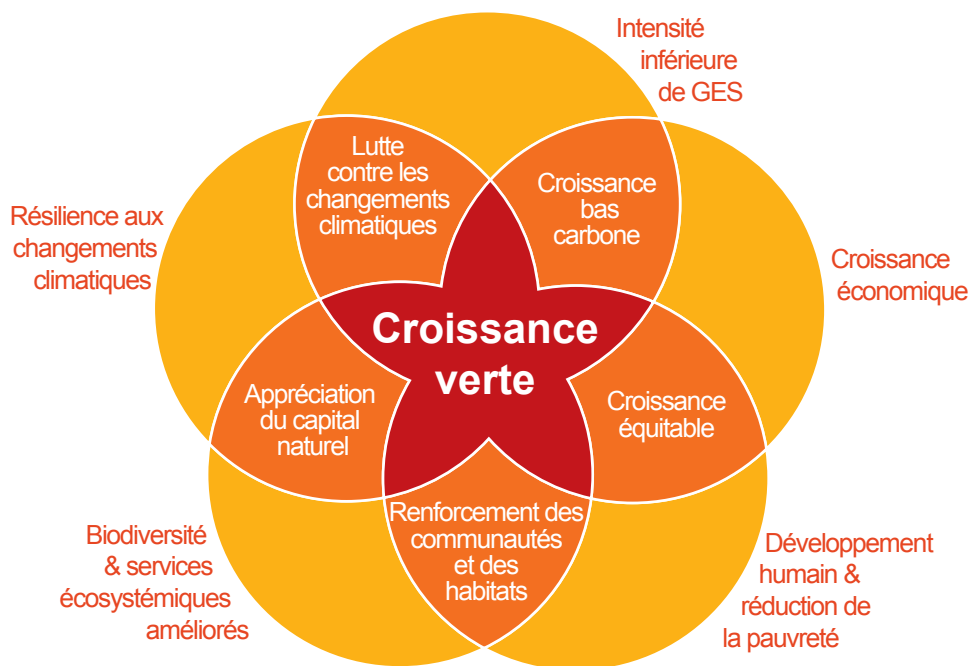
La croissance verte est un concept relativement nouveau, qui s'accompagne de définitions et de noms divers dont beaucoup portent sur les liens entre la croissance économique et les changements climatiques (p. ex. développement accompagné de faibles émissions, développement compatible avec le climat). Les interprétations et la terminologie ont beau varier, l'ordre du jour de la croissance verte cherche à obtenir un certain nombre de résultats stratégiques parallèlement au développement économique. Parmi eux on peut citer les ripostes aux changements climatiques (tant la réduction des émissions que la résilience au climat), à la perte de capital naturel et à la pénurie de ressources, et les efforts en vue d'atteindre des objectifs sociaux ou de développement comme la réduction de la pauvreté (figure 1). Au

Auteur :

Lit Ping Low

PwC Sustainability and Climate Change

Figure 1 : Résultats cibles potentiels pour une « économie verte »



niveau de chaque pays, la croissance verte pourrait signifier le succès sur plusieurs ou la totalité de ces résultats mais, surtout, elle suppose l'obtention d'un équilibre entre des objectifs potentiellement contradictoires et la reconnaissance de synergies potentielles, comme la création d'emplois et l'investissement dans les nouvelles technologies à travers des « politiques vertes ».

La « vision pour une croissance verte » de chaque pays doit se fonder sur les circonstances locales, le leadership politique, l'engagement en faveur de cibles internationales, la capacité de changement et les priorités des parties prenantes nationales, locales et internationales. Les pays en développement se situent quelque part entre les deux extrémités de cet éventail : grandes économies émergentes dotées de plans de croissance économique qui doivent être mis en adéquation avec leurs impacts sur l'environnement (p. ex. sur les émissions de dioxyde de carbone, sur la biodiversité et sur le capital naturel) ; et économies en difficulté qui mettent l'accent sur le développement économique, la réduction de la pauvreté et le renforcement de la résilience (p. ex. concernant les changements climatiques, la perte de biodiversité).

Le type et le degré d'ambition peuvent donc varier d'un pays à l'autre. Certains choisiront de continuer à se concentrer sur le développement économique mais en insistant davantage sur la préservation de l'environnement. D'autres décideront peut-être que la croissance verte nécessite une modification de leur structure économique. Et quelques-uns verront la filière verte ou à faibles émissions comme un catalyseur potentiel pour la croissance dans de nouveaux métiers ou activités économiques. Pour certains pays, une révolution axée sur la croissance verte pourrait constituer un plan à court terme pour stimuler la croissance économique, comme l'indique la quantité d'incitations fiscales « vertes » observée durant la récente crise économique.

Pour d'autres, elle pourrait aussi impliquer des changements structurels à long terme, avec la croissance verte comme élément fondamental, non seulement en ce qui concerne le plan économique suivant, mais aussi en vue d'étayer la vision à plus long terme d'un pays.

Le fait de rattacher la vision à une feuille de route favorisera la concentration : un plan de développement pragmatique se composera de piliers, de jalons et de calendriers afin de soutenir la réalisation de la vision globale, et permettra un suivi et une vérification efficaces des résultats. La vision est souvent liée aux changements structurels à long terme et aux positions nationales dans les processus internationaux (p. ex. 2020 et 2050), tandis que le plan de développement lui-même sera lié aux calendriers nationaux de planification et de budgétisation à plus court terme.

Croissance verte contre planification « classique »

La planification axée sur la « croissance verte » ne devrait pas être très différente de la planification « classique ». Cependant, les planificateurs et les décideurs doivent inclure des considérations supplémentaires durant les étapes habituelles de la planification du développement (figure 2). Peut-être plus que la planification économique classique, la planification de la croissance verte doit être un processus itératif qui s'adapte aux changements locaux au fil du temps et cherche à satisfaire les besoins des parties prenantes nationales et locales. Il est rare que le processus de planification paraisse simple aux planificateurs ; ces derniers comptent sur l'utilisation et l'appui des principes et outils économiques pour éclairer le processus. Or, parfois, les outils et méthodes conventionnels ne permettent pas d'appréhender correctement les dimensions environnementale et sociale ou ne vont pas au-delà des indicateurs économiques.

Les planificateurs et les décideurs doivent posséder trois compétences cruciales.

(1) Une bonne compréhension des moteurs et influences externes

Les planificateurs doivent comprendre les moteurs et influences externes qui ont une incidence sur les résultats des décisions stratégiques, y compris les moteurs de la compétitivité, le contexte politique local, les réactions du secteur privé, les complexités du processus politique international, la capacité à se procurer des fonds pour la mise en œuvre et les impacts sur les échanges commerciaux et les flux financiers.

Il est possible qu'ils ne soient pas en mesure d'influer directement sur ces aspects, mais le processus de planification doit établir des

L'alignement des objectifs nationaux sur les développements internationaux pourrait englober :

- la mise en évidence de la pertinence des « financements climat » engagés à travers les Accords de Cancún ou d'autres sources internationales de financements par rapport aux priorités ou projets nationaux – les implications pour les économies émergentes différeront considérablement de celles des pays les moins avancés (PMA) ;
- la compréhension des schémas actuels et futurs du commerce mondial et les implications de la croissance verte pour les parties prenantes nationales et les principaux partenaires commerciaux ; et/ou
- la prise en compte des contraintes en termes de capacités locales et du degré de participation du secteur privé à l'élaboration des politiques générales.

Figure 2 : Cadre de planification

Étapes	Objectifs	Considérations clés concernant la croissance verte
Vision	<p>Développer le degré d'ambition</p> <ul style="list-style-type: none"> • Convenir de la portée et des résultats ciblés (en termes de croissance, d'émissions, d'affectation des terres, etc.) • Convenir d'un horizon temporel 	<ul style="list-style-type: none"> • Que signifie « croissance verte » ou « économie verte » pour le pays ? • Quelles sont les priorités nationales ? (économie, emplois, environnement, population ?) • Quelles sont les parties prenantes ?
Évaluation de la base de référence nationale et élaboration du scénario de maintien du statu quo MSQ	<p>Définir la base de référence et le scénario MSQ</p> <ul style="list-style-type: none"> • Établir des scénarios de référence pour la position de départ et le scénario MSQ • Identifier des indicateurs et outils clés pour mesurer, suivre et gérer 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure la croissance verte a-t-elle une incidence sur les théories ou modèles « classiques » de croissance ? • Quels sont les moteurs de la croissance dans le cadre d'un scénario MSQ ? • Les indicateurs actuels (p. ex. PIB, emplois) suffisent-ils ? Quels autres aspects doivent être mesurés ? • Quel est l'importance accordé à chaque indicateur ?
Mise au point des options et interventions	<p>Identifier les options et interventions potentielles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les options technologiques • Identifier les barrières et les incitations • Identifier les options stratégiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les options sur les plans de la technologie, des marchés, du régime fiscal, des politiques générales/ des réglementations disponibles pour chaque résultat ciblé (atténuation des effets des changements climatiques et adaptation à ces derniers, croissance, réduction de la pauvreté) ? • Quelles sont les barrières potentielles économiques, financières et comportementales qui entravent la mise en œuvre ? • Quelles sont les parties prenantes touchées par ces politiques ou ces interventions ?
Analyse de l'impact	<p>Analyser et hiérarchiser les politiques générales</p> <ul style="list-style-type: none"> • Considérer les coûts et avantages des différentes options • Hiérarchiser les options et les interventions en fonction des critères, p. ex. rentabilité 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure une option stratégique potentielle influencerait-elle sur un secteur/une région/une nation ? Les résultats sont-ils sensibles aux hypothèses ? • Quels sont les impacts en termes de déplacement ou de distribution ? • Quelles sont les interactions entre les différentes politiques ? • Y a-t-il des boucles de rétroaction qui entrent en jeu ?
Feuille de route/ plan	<p>Produire la feuille de route/le plan</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier la voie de mise en œuvre des approches privilégiées 	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les bonnes structures de gouvernance/ institutionnelles pour mettre en œuvre les politiques choisies ? • Quels sont le ou les départements responsables de la mise en œuvre des politiques choisies ?
Mise en œuvre et renforcement des capacités	<p>Mettre en œuvre la feuille de route</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la capacité de mise en œuvre • Obtenir des financements, établir des partenariats public-privé 	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les ressources humaines et financières requises pour la mise en œuvre ? • Comment la mise en œuvre réussie peut-elle être élargie ? • Quels sont les partenaires qui doivent être mobilisés ?

Processus itératif avec la mobilisation continue et inclusive des parties prenantes

priorités nationales dans le cadre du contexte mondial au moyen d'un processus pragmatique, consultatif et itératif afin d'obtenir des résultats pertinents.

(2) Une bonne compréhension de l'éventail d'instruments d'orientation potentiels

Les planificateurs doivent bien comprendre les options d'orientation disponibles, y compris les implications de l'utilisation d'instruments basés sur le marché par opposition à celle d'autres types d'instruments. Les instruments basés sur le marché peuvent remédier au manque d'incitations financières, mais il peut être nécessaire de les compléter au moyen d'interventions non basées sur les marchés afin de lutter contre d'autres barrières, comme celles d'ordre juridique ou transactionnel. Par exemple, le paiement de crédits carbone pour la conservation forestière peut n'être possible que si les droits d'utilisation des terres et des forêts peuvent être formellement négociés et codifiés dans le cadre du droit, en particulier lorsque des parties prenantes nombreuses et diverses sont concernées.

Dans la pratique, identifier l'éventail des options d'orientation disponibles n'est pas tâche aisée. Il pourrait s'agir de prédire la faisabilité d'options technologiques ou de changements dans l'environnement biophysique, ou encore de trouver et de mettre au point des solutions à des problèmes qui ne sont pas encore apparents, comme les impacts à plus long terme des changements climatiques. Un certain nombre d'études récentes visent à améliorer la compréhension de ce domaine, y compris celles menées par l'OCDE et le PNUE (voir la section Références de ce document).

(3) Savoir identifier les impacts des options d'orientation

Les planificateurs doivent être capables de mettre en évidence les impacts potentiels et réels des politiques générales dans le contexte local et de les comparer au scénario de maintien du statu quo (donc l'absence d'intervention). Pour ce faire, il faut reconnaître les obstacles à la mise en œuvre, le caractère incertain des marchés et des comportements, les coûts administratifs et de transaction, et les autres risques financiers et non financiers. Les impacts doivent aussi être mesurés sous des facettes multiples, au-delà de la simple détermination du PIB. Les planificateurs doivent incorporer de nouveaux indicateurs à mesurer et le « poids » ou l'importance à attribuer à chacun. Ils doivent comprendre les interactions que les moteurs exercent au fil du temps sur ces différents paramètres sociétaux, environnementaux et économiques et déterminer si ces interactions donnent lieu à des boucles de rétroaction.

De nombreux outils et méthodologies ont été mis au point pour satisfaire certains de ces besoins, et certaines méthodologies économiques courantes pourraient facilement incorporer une planification axée sur la croissance verte en internalisant les facteurs externes environnementaux et sociaux et en remédiant aux imperfections des marchés. Une étude de CDKN à paraître, menée par Ecofys et l'IDS, a mis en évidence plus de 80 outils de ce type, et elle présentera une analyse comparative de plusieurs méthodologies clés.

La figure 3 présente une vue d'ensemble des principaux outils économiques actuellement employés pour faciliter la planification axée sur la croissance verte et une analyse de leurs points forts et de leurs limites. Il n'y a pas actuellement d'approche ou

Étude de cas : Planification du développement en pratique

Stratégie nationale du Rwanda de lutte contre les changements climatiques et de développement bas carbone

Le Rwanda, petit pays sans littoral, affiche un taux de croissance élevé de son PIB : 8,5% en moyenne durant les cinq dernières années. Sa vision collective pour le développement est exprimée dans Vision 2020, stratégie qui cherche à transformer le pays d'une économie fondée sur l'agriculture de subsistance en une économie de revenu intermédiaire basée sur les connaissances d'ici à 2020. C'est un pays extrêmement vulnérable face aux changements climatiques. C'est le secteur de l'agriculture, qui emploie 80% de la population, qui court les plus grands risques. Le Rwanda dépend de l'énergie hydroélectrique pour 50% de son électricité, ce qui le met à la merci des changements des précipitations. Il dépend aussi fortement des importations de pétrole et est, par conséquent, soumis aux risques de flambée des prix du pétrole et d'insécurité énergétique.

À la demande du président Paul Kagame et du gouvernement rwandais, un projet de neuf mois visant à élaborer une Stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques et le développement bas carbone a été lancé en novembre 2010, financé par CDKN et le Département britannique pour le développement international (DFID) au Rwanda. Ce projet, mené par la Smith School of Enterprise and the Environment (SSEE) à l'Université d'Oxford, a pour but d'intégrer la planification climatique dans la voie de développement et l'architecture d'orientation existantes du pays.

En février 2011, l'équipe SSEE a publié un rapport qui dressait un état des lieux des politiques et projets dans certains secteurs clés. Cet examen a donné lieu à une série de Documents de travail sectoriels qui traitent du contexte rwandais mais se concentrent sur les meilleures pratiques au niveau mondial.

Un cadre stratégique est en cours d'élaboration afin de proposer une vision, des principes directeurs, des objectifs stratégiques et des piliers favorables. La stratégie qui en résultera analysera les options afin de remédier aux vulnérabilités face aux changements climatiques et de saisir les opportunités offertes par l'évolution du climat et le développement bas carbone. Pour ce qui est de l'horizon 2050, la stratégie cherchera à orienter les politiques et la planification nationales, à intégrer les changements climatiques dans tous les secteurs économiques et à mettre le Rwanda en position de recevoir des financements internationaux pour la résilience au climat et le développement bas carbone. Cela constituera une première étape dans un processus continu qui mettra le Rwanda sur la bonne voie pour identifier, décrire et suivre ses vulnérabilités et prendre ses propres mesures pour accroître la résilience et construire une économie robuste.

Source : CDKN

Figure 3 : Exemples de modèles et outils économiques pour la planification axée sur la croissance verte

Modèle	Brève description	Évaluation de base Elaboration des options Analyse des impacts			Points forts	Limites
		✓	✓	✓		
Modèles macroéconomiques						
Modèle entrées-sorties étendu à l'environnement (<i>Environmentally-extended input-output Model (EE-IO)</i>)	Modèle sur tableur donnant un instantané des interactions économiques, environnementales et/ou sociales d'une économie	✓	✓		<ul style="list-style-type: none"> • Peut englober les dimensions économiques, environnementales et sociales • Processus de modélisation relativement transparent 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficile de modéliser l'évolution dans le temps (modélisation statique) • Gourmand en ressources et données
EE-IO dynamique avec fonction de production	Version temporelle du modèle EE-IO en précisant une voie de croissance économique	✓	✓		<ul style="list-style-type: none"> • Peut englober les dimensions économiques, environnementales et sociales • Peut modéliser l'évolution dans le temps • Propice à la participation des parties prenantes 	<ul style="list-style-type: none"> • Gourmand en ressources et données
Modèle d'équilibre général calculable (EGC)	Modèle à base de programmation qui estime la réaction économique/ sociale/environnementale aux changements externes	✓	✓		<ul style="list-style-type: none"> • Utilisé pour l'analyse économique courante mais peut englober les dimensions économiques, environnementales et sociales • Peut modéliser la réassignation des ressources dans plusieurs secteurs • Peut modéliser l'évolution dans le temps 	<ul style="list-style-type: none"> • Approche « boîte noire » – opaque pour les décideurs • Gourmand en ressources et données • Non propice à la participation des parties prenantes
Modèles microéconomiques/sectoriels						
Modélisation d'évaluation environnementale	Estime la valeur de la demande de biens environnementaux		✓		<ul style="list-style-type: none"> • Peut exprimer des sources de valeur liées ou non au marché 	<ul style="list-style-type: none"> • Axée sur la dimension environnementale • Peut demander une grande quantité de ressources
Analyse coûts-avantages	Approche consistant à évaluer les coûts et avantages d'un projet en utilisant une unité commune, le plus souvent calculés en termes actuariels		✓		<ul style="list-style-type: none"> • Utilisée pour l'analyse économique courante, aide à établir une base analytique claire pour les décisions stratégiques • Peut modéliser les scénarios et les incertitudes • Capable de mettre en évidence les compromis étalés dans le temps 	<ul style="list-style-type: none"> • Demande des hypothèses bien définies concernant les options stratégiques
Modèle macro/secteur énergétique	Conjugué un modèle macro classique (p. ex. EGC) et un modèle détaillé du secteur énergétique basé sur la technologie	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Modélisation détaillée reliant la croissance économique et les émissions de GES 	<ul style="list-style-type: none"> • Se limite à la dimension économique et à l'atténuation des effets des changements climatiques, incapable d'englober d'autres questions • Gourmand en ressources et données
Courbes de coûts marginaux de réduction	Classe et estime les coûts des options de réduction des émissions par ordre croissant de coût	✓	✓		<ul style="list-style-type: none"> • Résultat dans un format facile à comprendre • Fournit une comparaison entre plusieurs technologies 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse statique : réduction à un moment précis • Actuellement axé seulement sur les technologies de réduction des émissions • Suppose que les options de réduction à moindre coût viennent en tête ; limite les implications stratégiques
Modèles à base spatiale						
Cartographie et aménagement du territoire	Représentation géographique des activités économiques/ environnementales/ sociales actuelles et potentielles	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> • Les résultats peuvent être pris en compte dans la prise de décisions sur le terrain 	<ul style="list-style-type: none"> • Il peut s'avérer difficile d'intégrer les résultats dans le processus de planification sectoriel • Possibilité limitée de reproduire ces modèles dans différents pays
Évaluation des vulnérabilités (changements climatiques)	Représentation géographique de l'exposition des zones aux impacts prévus des changements climatiques	✓			<ul style="list-style-type: none"> • Les résultats peuvent être pris en compte dans la prise de décisions sur le terrain • Peut mettre en évidence les impacts au niveau local 	<ul style="list-style-type: none"> • Liens limités avec d'autres dimensions de la croissance verte

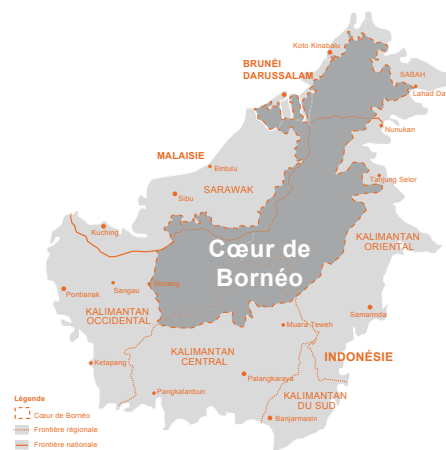
Sources : CDKN (2011, à paraître), Miller et Blair (1984), Ecosystem Based Management Tools Network, Commission européenne (2011), Ekins *et al.* (2011)

Étude de cas : Mise à l'épreuve des méthodologies sur le terrain

Vers une économie verte dans le « Cœur de Bornéo »

Le « Cœur de Bornéo » est un engagement pris par les gouvernements de l'Indonésie, de la Malaisie et du Brunéi en vue de transformer 22 millions d'hectares de Bornéo en économie verte. Il y a de nombreuses opportunités pour une telle économie, mais il faut assurer un équilibre entre ces opportunités et les concessions requises :

- L'écotourisme peut créer des emplois et générer des revenus pour soutenir la conservation du capital naturel. L'écotourisme en Indonésie affiche une croissance de 8% par an.
- La Norvège a engagé 1 milliard de dollars pour assurer une réduction vérifiable de la déforestation en Indonésie.
- Certaines sociétés productrices d'huile de palme n'ont pas encore développé leurs concessions ; il est possible que des échanges de terres soient nécessaires afin de les indemniser pour avoir accepté de révoquer leur permis de convertir des zones forestières en plantations agricoles, de manière à ce que la conservation et l'utilisation durable puissent être plutôt établies sur les zones forestières.
- Une gestion durable est requise pour perpétuer les concessions d'exploitation du bois tout en protégeant le capital naturel de la région.



Un plan de croissance verte, en cours d'élaboration par PwC et WWF, évalue les opportunités dans le « Cœur de Bornéo ». Un cadre a été élaboré qui tient compte des points forts et des limites des méthodologies existantes, afin de comprendre et d'évaluer les opportunités de croissance verte. Un élément central du processus est l'identification des questions pertinentes pour le « Cœur de Bornéo » et l'application des outils et méthodologies adaptés. Il s'agit, par exemple, de reconnaître l'importance des dimensions spatiales, ce qui signifie qu'il est essentiel de cartographier l'emplacement et l'utilisation du capital naturel de la région.

L'élaboration de ce plan est un processus continu et itératif. Un certain nombre de recommandations ont été présentées sur la nécessité d'une modélisation économique plus détaillée, y compris l'application directe de projets pilotes et la mise au point de politiques et pratiques pertinentes, et sur le renforcement des capacités et la création de partenariats.

Ce processus est étayé par une stratégie d'influence des parties prenantes qui a mis en évidence les institutions, communautés et partenaires financiers clés requis pour faire du « Cœur de Bornéo » une réalité, appuyée par un « prospectus » conçu pour communiquer les messages essentiels à ces parties prenantes.

Source : PwC et WWF

de méthodologie dominante parmi les planificateurs des pays, puisque chacune d'entre elles est conçue pour répondre à des questions précises.

Défis entravant l'application des outils et des méthodologies économiques

De nouvelles méthodes et approches économiques sont en cours d'élaboration, et celles qui existaient déjà poursuivent leur évolution, à mesure que les limites des approches actuelles deviennent plus visibles.

Boîte noire et manque de transparence

Un défi clé de l'utilisation de ces modèles économiques consiste à faire en sorte que le processus soit transparent et les résultats pertinents pour les ministères et les départements chargés de mettre en œuvre les politiques de croissance verte sur le terrain. La nature « boîte noire » et gourmande en données de certains outils et de leurs produits fait qu'il est difficile pour les décideurs d'en interpréter les résultats.

La base de référence sera différente d'un pays à l'autre, et la même métrique ou le même indicateur pourront avoir une importance différente. Les disparités sur le plan de la structure économique (p. ex. taille et rôle de l'économie rurale et informelle), du contexte institutionnel (p. ex. transparence de la gouvernance) et des influences culturelles pourraient aussi invalider les hypothèses des modèles construits pour les économies développées.

Ainsi, certains des co-avantages des politiques de croissance verte (p. ex. pollution environnementale locale réduite ou situation sanitaire améliorée) sont des résultats qui donnent lieu à des avantages disproportionnés pour les pays en développement par rapport aux économies développées. Des organismes comme la Banque mondiale ont beaucoup investi dans la mise au point d'outils largement disponibles et faciles à utiliser pour contribuer à renforcer les capacités des pays en développement.

Manque de données dans les pays en développement

Dans de nombreux pays en développement, en particulier les PMA, le manque de données disponibles et de capacités en termes de ressources constitue un obstacle de taille à la reproduction d'analyses ou d'outils sophistiqués. Une approche sur mesure pragmatique, transparente et qui inclut les parties prenantes est donc plus susceptible de convenir à un pays de faible revenu. Cela suppose de conjuguer la rigueur des modèles ou méthodologies déjà en place et d'utiliser les capacités et les contributions locales pour parvenir aux résultats ou analyses requis.

Intégration et complémentarité des modèles

Des outils ou modèles multiples sont souvent employés pour répondre à différentes questions. Cependant, des problèmes d'application pourraient surgir lorsque les planificateurs tentent d'intégrer les résultats et les interprétations. Par exemple, pour bien comprendre les variations locales ou régionales, il faut des outils spatiaux (p. ex. sur l'aménagement du territoire) et des

outils sectoriels (p. ex. modèles EGC macroéconomiques), mais la manière d'intégrer ces outils est mal comprise.

Progrès et étapes suivantes

Malgré les défis en présence, les décideurs et les autorités de planification ont tout de même accès à une ample gamme d'outils économiques. Il s'agit pour eux de bien comprendre leurs points forts et leurs limites, et de sélectionner ceux de ces outils qui sont les plus pertinents pour le contexte local.

Il est difficile d'obtenir l'adhésion à des processus plus approfondis, plus longs, plus riches en parties prenantes, mais ce sont ces processus-là qui ont le plus de chances de nourrir un élan et d'aboutir à des avantages de grande portée sur le plan des politiques et de la mise en œuvre à plus long terme. Le processus de planification du développement doit envisager des mécanismes habilitants pour la mise en œuvre, et amorcer cette dernière au moyen de projets de démonstration. Parmi ces mécanismes habilitants figurent le renforcement des capacités institutionnelles et techniques, le transfert des technologies, des mécanismes d'investissement et la mise en place de dispositifs MNV ((Mesure, notification et vérification) et autres systèmes de mesure des performances.

L'ensemble du processus prend de longs mois, voire des années. Pour promouvoir une meilleure compréhension dans ce domaine, CDKN fournit une plateforme propice au partage des connaissances sur la croissance verte, ainsi qu'un accès à une assistance technique et aux résultats de recherches pour faciliter la planification :

- Rendez-vous sur le site Web de CDKN pour vous joindre à notre débat en ligne sur le cadre conceptuel et les possibilités pratiques de la croissance verte, y compris les expériences des utilisateurs concernant différents outils et méthodologies.
- Ne manquez pas le guide de l'utilisateur de CDKN sur la planification du développement compatible avec le climat, disponible à partir de septembre 2011 sur notre site Web ou par email. Ce guide, élaboré par Ecofys et l'IDS, décrira la gamme d'outils employés par les décideurs des pays en développement du monde entier et vous aidera à choisir l'outil le mieux adapté à vos besoins.
- Contactez CDKN si vous travaillez au sein du gouvernement d'un pays en développement qui a peut-être droit à une assistance technique (soutien en nature) de la part de CDKN pour concevoir et mener un développement compatible avec le climat. Cette assistance englobe l'aide à l'application d'outils et de méthodologies adaptés en vue de la croissance verte.

Pour un complément d'informations sur le débat relatif à la croissance verte et les méthodologies recensées dans ce document :

Croissance verte et économie verte

- ESMAP, Low Carbon Growth Country Studies, <http://www.esmap.org/esmap/climatechange>
- Green Growth Leaders, Shaping the Green Growth Economy, <http://greengrowthleaders.org>
- OCDE, Série de travaux classés sous Vers une croissance verte, <http://www.oecd.org/greengrowth>
- CESAP-ONU, Série de travaux classés sous Greening of Economic Growth, <http://www.greengrowth.org>
- PNUE, Vers une économie verte, <http://www.unep.org/greeneconomy>
- Banque mondiale, Série de travaux classés sous la Plateforme mondiale de connaissances sur la croissance verte, <http://www.worldbank.org>

Méthodologies

- Burfisher (2011) Introduction to Computable General Equilibrium Models
- CDKN (2011) User-orientated comparative analysis of climate compatible development planning methodologies: A Joint CDKN technical assistance and research project, Ecofys et Institute for Development Studies, septembre 2011
- Commission européenne (2011), Energy models, http://www.irene-40.eu/sites/default/files/W11N_DV_5004_%20Annex2.2_REV.A.pdf
- Cropper et Oates (1992), Environmental Economics: A Survey, Journal of Economic Literature Vol. 30 N° 2
- Ecosystem Based Management Tools Network, InVEST (Integrated Valuation of Ecosystem Services and Trade-offs), <http://ebmtoolsdatabase.org/tool/invest-integrated-valuationecosystem-services-and-trade-offs>
- Ekins *et al.* (2011), Marginal Abatement Cost Curves: A call for caution, UCL Energy Institute
- Millennium Institute (2011), A technical introduction to Threshold 21 Integrated Development Model, http://www.millenniuminstitute.net/resources/elibrary/papers/T21brief_technical.pdf
- Miller et Blair (1984), Input-Output Analysis: Foundations and Extensions
- Natural Resources Canada Research Reports (2011), Climate Change Adaptations for Land Use Planners http://adaptation.nrcan.gc.ca/projdb/178_e.php
- Stavins (2008), Environmental Economics, The New Palgrave Dictionary of Economics, deuxième édition

Pour un complément d'informations sur ce document et sur CDKN :

Veillez contacter Mairi Dupar (mairi.dupar@cdkn.org) ou rendez-vous sur www.cdkn.org/greengrowth

Qu'est-ce que l'Alliance pour le Climat et le Développement ?

Nous sommes une alliance de six organisations non gouvernementales et privées actives dans quatre continents. Notre équipe englobe des climatologues, des chercheurs, des économistes, des consultants, des chefs de projets et des directeurs régionaux. Notre réseau est en mesure d'apporter un soutien par l'intermédiaire des organisations de l'Alliance, mais il peut également se procurer les meilleurs services des quatre coins du monde.

Quel soutien l'Alliance peut-elle apporter aux pays en développement ?

L'Alliance pour le Climat et le Développement peut aider les décideurs des pays en développement en leur apportant un soutien dans quatre domaines décrits ci-dessous : recherche, assistance technique, diffusion de connaissances et partenariats.

Nous identifierons les lacunes et les priorités clés en matière de **recherche** et commanditerons de nouveaux travaux de recherche appliquée pertinents sur le plan des politiques générales qui répondront directement aux exigences des décideurs des pays en développement. L'accent sera porté, dans la mesure du possible, sur le renforcement des capacités de recherche des établissements de recherche et des experts locaux.

Notre programme d'**assistance technique** fournira un soutien technique sur mesure et déterminé par la demande aux gouvernements des pays en développement et aux autres décideurs pour :

- augmenter l'intégration de la croissance bas carbone et résiliente au climat dans la formulation, la planification et la mise en œuvre des politiques générales
- accroître la capacité institutionnelle pour mobiliser un financement des changements climatiques en vue d'obtenir l'impact maximum
- augmenter la coordination entre décideurs de divers secteurs et pays afin de mettre en œuvre des activités de développement compatible avec le climat

La **diffusion des connaissances** efficace constitue un pilier fondamental de l'Alliance. Nos travaux s'adapteront aux exigences émanant des pays. Nous comblerons les lacunes et tisserons des liens avec des initiatives existantes, au lieu de créer des doublons. Nous exploiterons au mieux les plus récents outils de communication, organiserons des rencontres en personne et aurons recours aux formats papier, vidéo et autres pour toucher différents publics.

Les **partenariats** sont essentiels pour l'Alliance. Dans tous nos travaux, nous chercherons à encourager et à soutenir les partenariats locaux, tout en fournissant un accès aux meilleures connaissances spécialisées possibles dans le domaine du changement climatique et du développement. Cette approche consistant à rassembler des particuliers et des organisations autour de questions ayant trait au développement compatible avec le climat viendra soutenir le renforcement des capacités dans les pays en développement.



www.cdkn.org

Courriel : enquiries@cdkn.org

Tél. : +44 (0) 207 212 4111

Ce document est le résultat d'un projet financé par le Département britannique pour le développement international (Department for International Development – DFID) dans l'intérêt des pays en développement. Cependant, les points de vue et les informations qu'il renferme ne sont pas forcément ceux que partage ou appuie le DFID, de sorte que celui-ci ne sera pas tenu responsable desdits points de vue ou informations, ni de toute action entreprise sur leur base. Cette publication a purement été élaborée en vue de fournir une orientation sur des aspects intéressants et ne saurait constituer une source de conseils professionnels. Il vous est déconseillé de prendre des mesures sur la base des informations contenues dans la présente publication sans vous procurer des conseils professionnels précis au préalable. Aucune déclaration ni garantie (expresse ou implicite) n'est donnée quant à l'exactitude ou au caractère complet des informations contenues dans cette publication et, dans la mesure de ce qu'autorise la loi, les membres de l'Alliance pour le Climat et le Développement (Climate and Development Knowledge Network, CDKN), le Département britannique pour le développement international (« DFID »), leurs conseillers et les auteurs et distributeurs de la présente publication n'acceptent ni n'assument aucune responsabilité ni devoir de diligence concernant toute conséquence, pour vous-même ou tout tiers, d'actions entreprises ou d'inaction sur la base des informations contenues dans la présente publication ou pour toute décision basée sur elles.

Copyright © 2011, Alliance pour le Climat et le Développement (Climate and Development Knowledge Network, CDKN). Tous droits réservés.

 Imprimé sur du papier recyclé